SOMMAIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Mardi, le 20 mars 2012

FAITS SAILLANTS DU BUDGET 2012-2013

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET BUDGÉTAIRES

Pour 2012 : la croissance prévue du PIB réel est de 1,5 %.
Pour 2013 : la croissance prévue du PIB réel est de 1,9 %.

Le gouvernement garde le cap : le retour à l'équilibre budgétaire se fera en 2013-2014 comme prévu. En 2009-2010 et en 2010-2011, les déficits ont été inférieurs de 1,1 milliard de dollars par année par rapport à ceux prévus. Les déficits prévus pour les années suivantes s'élèvent à :

- 3,3 milliards de dollars (1 % du PIB) en 2011-2012, soit 500 millions de dollars de moins que prévu;
- 1,5 milliard de dollars (0,4 % du PIB) en 2012-2013;
- retour à l'équilibre budgétaire à compter de 2013-2014.

La croissance des dépenses de programmes pour les années 2010-2011 à 2013-2014 sera en moyenne de 2,2 %, ce qui représente un ralentissement marqué par rapport à la croissance moyenne de 5,6 % observée de 2006-2007 à 2009-2010.

RÉDUCTION DE LA DETTE

Lors du budget 2010-2011, le gouvernement s'est fixé de nouveaux objectifs de réduction de la dette à atteindre d'ici 2025-2026 :

- 45 % du PIB pour la dette brute;
- 17 % du PIB pour la dette représentant les déficits cumulés.

Pour atteindre ces objectifs, une hausse graduelle du prix de l'électricité patrimoniale, à compter de 2014-2015, a été annoncée dans le budget de mars 2010. Les revenus de cette hausse seront totalement versés au Fonds des générations.

Dans le budget de l'an dernier, il a été annoncé que 25 % des redevances minières, pétrolières et gazières excédant 200 millions de dollars seront versées au Fonds des générations.

De plus, le budget 2012-2013 prévoit des versements additionnels au Fonds des générations :

- 300 millions de dollars provenant des surplus cumulés du Fonds d'information sur le territoire;
- 25 % des sommes provenant des ventes aux enchères des permis de recherche de pétrole, de gaz et de réservoir souterrain, à l'instar des autres redevances minières, pétrolières et gazières.

Le solde du Fonds des générations devrait atteindre 12,6 milliards de dollars au 31 mars 2017.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC

Variation en pourcentage	2011	2012	2013
Produit intérieur brut réel	1,6	1,5	1,9
Exportations	1,4	3,4	3,4
Mises en chantier (en milliers d'unités)	48,4	45,7	41,6
Création d'emplois (en milliers)	38,5	21,3	35,7
Taux de chômage (%)	7,8	8,0	7,9
Marchés financiers canadiens (%)			
Taux cible du financement à un jour	1,0	1,0	1,0
Bons du Trésor Canada – 3 mois	0,9	0,9	1,0
Obligations Canada – 10 ans	2,8	2,3	3,0

CADRE FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC BUDGET 2012-2013

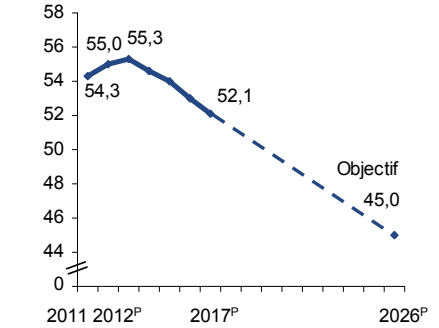
(en millions de dollars)

	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15
Revenus budgétaires[1]	**65 539**	**69 395**	**72 524**	**73 987**
Dépenses budgétaires[1]				
Dépenses de programmes	– 61 384	– 62 642	– 63 751	– 65 635
Service de la dette	– 7 452	– 8 237	– 8 827	– 8 897
Total des dépenses budgétaires	**– 68 836**	**– 70 879**	**– 72 578**	**– 74 532**
Entités consolidées	**1 145**	**1 195**	**1 295**	**1 245**
Provisions pour éventualités	– 300	– 300	– 200	—
Écart à résorber	—	—	—	875
SURPLUS (DÉFICIT)	**– 2 452**	**– 589**	**1 041**	**1 575**
Versements des revenus dédiés au Fonds des générations	– 848	– 911	–1 041	– 1 575
SOLDE BUDGÉTAIRE[2]	**– 3 300**	**– 1 500**	**0**	**0**

(1) Correspond aux revenus et aux dépenses du fonds général.
(2) Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

DETTE BRUTE

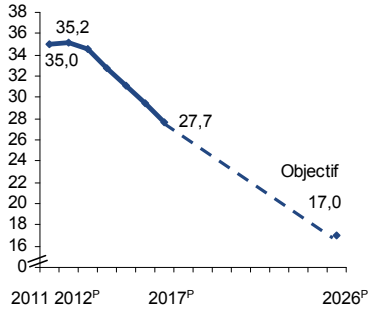
(au 31 mars, en pourcentage du PIB)



P : Résultats préliminaires pour 2012, prévisions pour 2013 à 2017 et projections pour les années subséquentes.
Note : La dette brute exclut les emprunts effectués par anticipation et tient compte des sommes accumulées au Fonds des générations.

DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS

(au 31 mars, en pourcentage du PIB)



P : Résultats préliminaires pour 2012, prévisions pour 2013 à 2017 et projections pour les années subséquentes.

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationale du Québec – 1er trimestre 2012 © Gouvernement du Québec

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT

Les emprunts réalisés au cours de l'exercice 2011-2012 devraient s'élever à 20,1 milliards de dollars.

En 2011-2012, 18,5 milliards de dollars ont été empruntés sur le marché canadien, dont :

- 15,7 milliards de dollars en émissions publiques;
- 1,4 milliard de dollars en emprunts privés.

Pour l'exercice financier 2011-2012, le gouvernement a réalisé 8,1 % de ses emprunts sur les marchés étrangers, et ce, dans trois devises différentes :

- un emprunt de 1 400 millions de dollars américains (1 373 millions de dollars canadiens) en août 2011;
- un emprunt de 225 millions de dollars australiens (231 millions de dollars canadiens) en juillet 2011;
- un emprunt de 27 millions d'euros (36 millions de dollars canadiens) en décembre 2011.

En 2011-2012, le gouvernement a effectué pour 4,4 milliards d'emprunts par anticipation.

En 2012-2013, le programme de financement prévu est de 14 950 millions de dollars et il devrait être de 17 773 millions de dollars en 2013-2014. Ces programmes comprennent des contributions additionnelles au fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement de 3 milliards de dollars en 2012-2013 et en 2013-2014, dans le but d'augmenter le niveau des liquidités prudentielles du gouvernement de 6 milliards de dollars. Ces liquidités pourront être utilisées en cas de fortes perturbations sur les marchés financiers.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT

(en millions de dollars)

	2011-2012[P]	2012-2013[P]	2013-2014[P]
FONDS GÉNÉRAL[(1)]			
Besoins financiers nets[(2),(3)]	6 124	2 732	297
Remboursements d'emprunts	7 034	4 519	4 476
Variation de l'encaisse	– 4 518	– 4 401	—
Dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite	1 000	—	—
Transactions en vertu de la politique de crédit[(4)]	– 644	—	—
Contributions additionnelles au fonds d'amortissement afférent à des emprunts	—	3 000	3 000
Financement réalisé par anticipation	4 401	—	—
TOTAL — Fonds général	**13 397**	**5 850**	**7 773**
FONDS DE FINANCEMENT	**3 360**	**5 100**	**4 500**
Dont : remboursements d'emprunts	548	1 254	1 251
FINANCEMENT-QUÉBEC	**3 391**	**4 000**	**5 500**
Dont : remboursements d'emprunts	1 962	1 866	3 722
TOTAL	**20 148**	**14 950**	**17 773**
Dont : remboursements d'emprunts	**9 544**	**7 639**	**9 449**

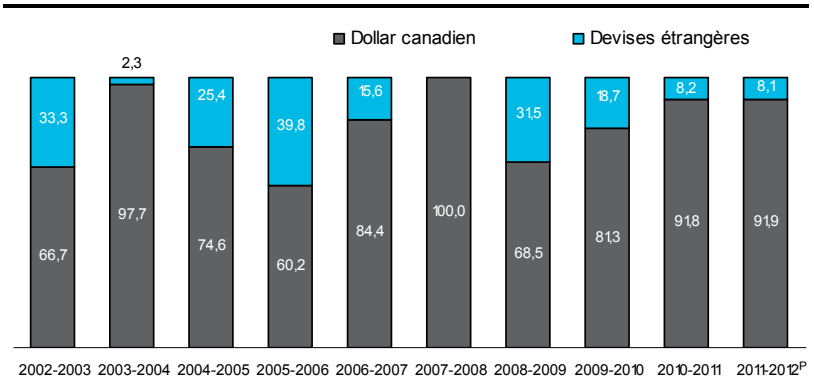
P : Résultats préliminaires pour 2011-2012 et prévisions pour les années subséquentes.
Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.
(1) Le fonds général correspond à l'ancienne appellation du fonds consolidé du revenu.
(2) Les montants excluent les besoins financiers nets des entités consolidées.
(3) Les besoins financiers nets sont ajustés pour tenir compte du non-encaissement des revenus du FARR et des fonds dédiés aux avantages sociaux futurs.
(4) Dans le cadre de sa politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier relatif aux contrepartistes, le gouvernement a encaissé 644 M$ en 2011-2012 à la suite de l'évolution des taux de change. Ces encaissements diminuent les besoins de financement à combler par de nouveaux emprunts.

COTES DE CRÉDIT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Agence	Cote	Perspective
Moody's	Aa2	Stable
Standard & Poor's (S&P)	A+	Stable
Dominion Bond Rating Service (DBRS)	A (high)	Stable
Fitch Ratings (Fitch)	AA−	Stable
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable

EMPRUNTS RÉALISÉS PAR DEVISE[(1)]

(en pourcentage)



P : Résultats préliminaires.
(1) Emprunts du fonds général, emprunts pour le Fonds de financement et emprunts de Financement-Québec.

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationale du Québec – 1er trimestre 2012 © Gouvernement du Québec

SOMMAIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC
Ce document est disponible sur le site Internet du Ministère.
www.finances.gouv.qc.ca

Publié par le ministère des Finances :
12, rue Saint-Louis, bureau 2.08
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : 418 691-2250
Télécopieur : 418 646-0923
Courriel : sri@finances.gouv.qc.ca

Finances Québec